



QU'EST-CE QU'UN PARADIS FISCAL ?



Un paradis fiscal est d'abord un paradis bancaire, puis un paradis judiciaire et politique. C'est un territoire qui a délibérément adopté des lois et des politiques fiscales permettant à des particuliers ou à des entreprises de réduire au maximum leurs impôts dans les pays où ils sont réellement actifs.

Les cinq piliers du paradis fiscal sont :

- Des avantages fiscaux à des particuliers ou à des entreprises, sans exiger une réelle activité sur place
- Un taux d'imposition très faible, voire nul pour l'argent provenant de l'étranger
- Une législation et des pratiques très favorables au secret bancaire
- Un secteur financier bien développé
- Une impunité judiciaire

Un paradis fiscal n'est pas forcément un État riche.

Si ces pays privent les autres États de recettes fiscales essentielles, l'argent qui y est placé ne leur bénéficie pas pour autant. Par exemple, au Panama - mis en lumière par le scandale des Panama Papers - 32 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

Les paradis fiscaux ne se limitent pas à des îles lointaines comme on le pense souvent. Ils sont présents même au sein de l'Europe. Un des plus agressifs mais peu connus : les Pays-Bas. Selon les travaux de l'économiste Gabriel Zucman, 39% des recettes d'impôt sur les sociétés aux Pays-Bas proviennent de profits réalisés à l'extérieur du pays et délocalisés artificiellement aux Pays-Bas : au total ce sont 79 milliards de dollars qui sont délocalisés de pays où la fiscalité est plus élevée, comme la France.

TAX JUSTICE NETWORK

L'ONG anglaise Tax Justice Network classe les paradis fiscaux selon un score qui combine leur niveau d'opacité financière et le poids des services financiers offerts par le pays.

Voici la liste 2022 des 20 paradis fiscaux plus nocifs :



LA LISTE NOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE : UNE LISTE PARTIELLE ET PARTIALE

L'Union européenne établit depuis 2017, une liste noire des paradis fiscaux. Malheureusement cette liste n'est pas crédible, car elle ne contient pas l'ensemble des paradis fiscaux les plus toxiques.

Dans sa dernière mise à jour (février 2022), la liste noire européenne compte seulement 12 pays :

Anguilla, la Dominique, les Fidji, Guam, les Palaos, le Panama, les Seychelles, le Samoa, les Samoa américaines, Trinidad-et-Tobago, les îles Vierges américaines et le Vanuatu.

Les îles Caïmans, les Bahamas, les Bermudes, Hong Kong ou encore Singapour sont absents de la liste, tout comme les paradis fiscaux européens : Chypre, l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas.

« UN POGNON DE DINGUE »

(E. Macron parlant du coût des minimas sociaux)

Le montant de l'évasion fiscale est, par nature, difficile à chiffrer. On est, par définition, dans un système opaque dont il est pourtant possible de définir les contours. Des rapports publics, basés sur des enquêtes et des recherches objectives, permettent d'obtenir des ordres de grandeur qui font aujourd'hui référence :

En France, l'évasion fiscale (particuliers + entreprises) coûte entre 80 à 100 milliards d'euros par an, selon l'étude publiée par le syndicat Solidaires-finances publiques en 2013 et réactualisée en 2018.

Pour les chercheurs de l'Université de Londres, la fraude aux prélèvements obligatoires représenterait 825 milliards d'euros par an au sein de l'Union européenne sachant que la France représente un peu plus de 13 % de la richesse européenne les montants sont comparables, malgré des mesures de calcul différentes.

Si on s'intéresse uniquement à l'évasion fiscale des multinationales dans le monde, celles-ci transfèrent

artificiellement jusqu'à 40 % de leurs bénéfices réalisés par leurs filiales à l'étranger dans des paradis fiscaux. Selon l'économiste Gabriel Zucman, le manque à gagner pour les États se chiffre à 350 milliards d'euros par an, dont 120 milliards pour l'Union européenne et 20 milliards pour la France.

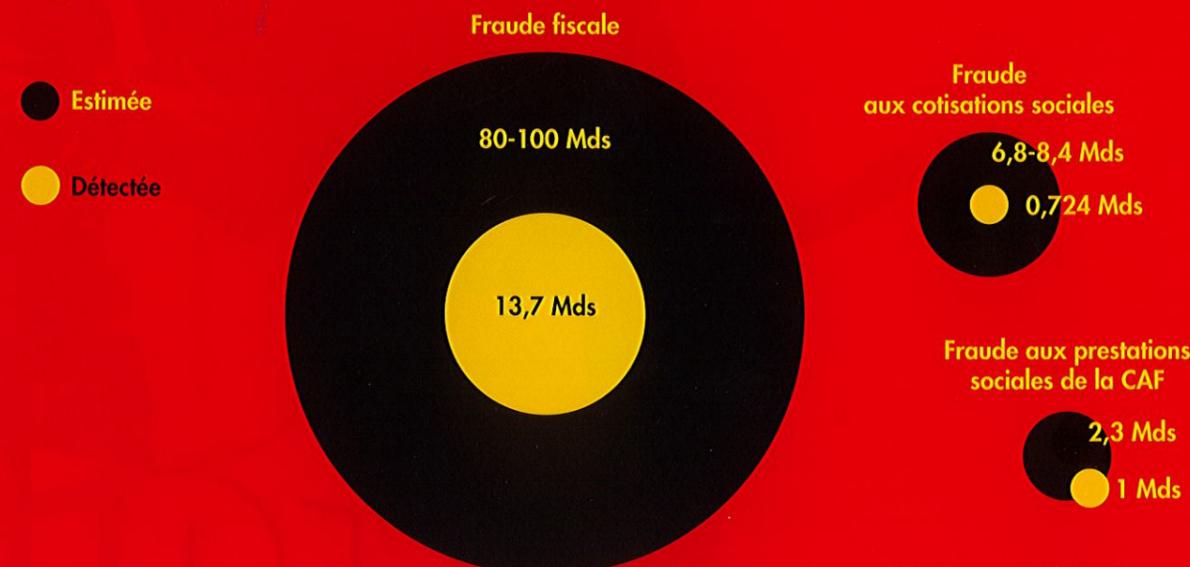
Si l'évasion fiscale sévit sur toute la planète, ce sont les pays en voie de développement qui sont proportionnellement les plus impactés. Selon l'ONG Oxfam, l'évasion fiscale prive ces pays de près de 170 milliards de dollars chaque année. Or, ces pays, pour la plupart déjà énormément endettés, ont des besoins très importants en termes de financement de leurs services publics de santé ou d'éducation. Chaque centime détourné pourrait être investi pour améliorer la qualité de vie de populations entières. On est là, avec ce « pognon de dingue » de l'évasion fiscale, face à un crime humanitaire.



LA FRAUDE FISCALE EST BIEN PLUS DÉVASTATRICE QUE LA FRAUDE SOCIALE

La période récente est marquée par un durcissement du « contrôle social » et un affaiblissement préoccupant du contrôle fiscal alors que la fraude fiscale est incomparablement plus élevée que la fraude sociale. La fraude sociale relève essentiellement du travail non déclaré (fraude aux cotisations sociales) et pour une moindre part à la fraude aux prestations sociales (qui permet de bénéficier de prestations sociales indues). Pourtant quand la fraude sociale est évoquée dans les médias, c'est de la fraude aux prestations sociales (la fraude des pauvres) dont il est toujours question et elle fait l'objet des chiffrages les plus fantaisistes.

Dans les programmes politiques de l'extrême droite, de la droite ou celui de la République en marche, la fraude sociale est toujours mise en parallèle avec la fraude fiscale. Alors que les sommes volées à l'Etat sont au minimum vingt fois moins importantes.



MOINS DE CONTRÔLES FISCAUX... ET DE RECETTES POUR L'ÉTAT

Si l'on assiste à un renforcement du contrôle pour les allocataires de prestations sociales, les résultats de la lutte contre la fraude fiscale eux, baissent fortement. Entre 2008 et 2019, le nombre de contrôles « sur place » a baissé de 13,25 %. Le nombre de contrôles sur pièces lui a diminué de 55,86 %. Résultat : l'argent récupéré par l'État est passé de 15,63 à 13,86 milliards d'euros, soit une diminution de 11,28%.

Parmi les raisons de cette chute spectaculaire, figure la baisse des effectifs au sein de la Direction générale des finances publiques. Depuis la fin des années 2000, les services de contrôle ont perdu entre 3000 et 3500 emplois, soit plus d'un quart des effectifs. Pourtant, un inspecteur des impôts rapporte à la collectivité 10 à 15 fois son salaire.



UN IMPÔT JUSTE POUR UN ÉTAT JUSTE

L'impôt est une pierre essentielle dans l'édification d'une société démocratique. C'est pourquoi il a fait l'objet de deux articles dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Art. 13. Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Art. 14. Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

DEPUIS 2017, UNE POLITIQUE FISCALE QUI ACCROÎT LES INÉGALITÉS

La fiscalité est un sujet complexe, mais qui au final concerne tout le monde.

Le système fiscal est un pilier de notre pacte social. L'impôt est un outil très puissant pour réduire les inégalités. Mais notre modèle social est en danger, car les réformes fiscales successives ont considérablement baissé l'impôt des entreprises et des très riches et ont fait supporter le

manque à gagner par les classes moyennes et populaires. Outre l'abandon de l'ISF, d'autres avantages fiscaux ont été gagnés par les plus riches d'entre nous et ont permis de creuser d'année en année davantage les inégalités. Entre 2000 et 2019, les recettes de la TVA et de la CSG, qui pèsent proportionnellement plus sur les plus précaires que sur les plus riches, ont ainsi augmenté respectivement de 25% et de 370%. Sur la même période, les recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) ont baissé de 23%.

TAXATION DES ENTREPRISES : MOINS D'IMPÔTS TUE L'IMPÔT

Depuis les années 80, les taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises ont été divisés par deux : de 50% en 1985, le taux d'impôt devrait atteindre 25% en 2022. Une tendance en décalage avec l'évolution des bénéfices des entreprises qui ont augmenté de 10 % ces 10 dernières années. La baisse des taux combinée à la multiplication des crédits d'impôt a produit une chute de près d'un quart des recettes de l'impôt sur les sociétés en 20 ans. Elle n'a jamais été compensée.

ON PEUT AGIR

L'évasion fiscale prive les États de ressources pour financer les services publics qui sont indispensables pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Alors que des sommes colossales manquent pour financer les services publics autant que la transition écologique et face à la croissance accélérée des inégalités, la capacité de certains agents économiques à éviter l'impôt et l'impunité dont jouissent les délinquants fiscaux sont des injustices de plus en plus visibles.

Des moyens pour lutter contre l'évasion fiscale existent. **L'ONG Oxfam défend quatre mesures qui permettraient de combattre efficacement cette gangrène :**

- 1. Établir une liste noire mondiale des paradis fiscaux** dans chaque pays avec des sanctions. Cette liste doit être fondée sur des critères crédibles. Les pays qui y figurent doivent être empêchés de commercer. Les gouvernements, européens notamment, doivent faire preuve de courage politique en agissant avec fermeté contre les paradis fiscaux situés à l'intérieur de l'Union européenne (le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas, Malte et Chypre).
- 2. Mettre en place au niveau international un taux d'imposition mondial sur les sociétés.** Cet impôt ne doit pas être trop faible et doit être appliqué pays par pays sans exception. Cela permettrait de taxer les entreprises là où elles ont une activité économique réelle, sans qu'elles puissent délocaliser artificiellement leurs bénéfices dans des paradis fiscaux.
- 3. Mettre fin au secret fiscal des entreprises** en veillant à ce que toutes les multinationales publient des rapports financiers publics pour chaque pays où elles exercent leurs activités.
- 4. Créer un organisme fiscal international** où chaque pays pourrait participer et contribuer sur un pied d'égalité pour faire en sorte d'établir un régime fiscal efficace pour tous.

Beaucoup d'autres mesures de lutte contre l'évasion fiscale sont proposées par les ONG et économistes travaillant sur ce sujet (cf POUR ALLER PLUS LOIN).



LA LITANIE DES SCANDALES

Le secret bancaire et le secret fiscal adoptés par les administrations rendent très difficile la connaissance des mécanismes de l'évasion fiscale des individus comme des entreprises. Depuis une dizaine d'années, c'est exclusivement grâce aux révélations de lanceurs d'alertes et au travail de journalistes que le grand public a pu appréhender les mécanismes et l'étendue de la fraude. Ces révélations sont indispensables, mais leur répétition et l'absence de réaction politique forte crée une litanie. Au fil des ans, l'impact de ces affaires, pourtant de plus en plus gigantesques, semble s'éteindre.

VOICI QUELQUES-UNS DE CES SCANDALES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

OFFSHORE LEAKS (AVRIL 2013)
LUXEMBOURG LEAKS (NOVEMBRE 2014)
SWISS LEAKS (FÉVRIER 2015)
PANAMA PAPERS (AVRIL 2016)
BAHAMAS LEAKS (SEPTEMBRE 2016)
FOOTBALL LEAKS (DÉCEMBRE 2016)

MALTA FILES (MAI 2017)
PARADISE PAPERS (NOVEMBRE 2017)
CUMEX FILES (OCTOBRE 2018)
MAURITIUS LEAKS (JUILLET 2019)
PANDORA PAPERS (OCTOBRE 2021)

POUR ALLER PLUS LOIN

DES SITES :

Tax Justice Network : <https://taxjustice.net/>
Gothamcity : <https://gothamcity.ch/>
Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires : <http://www.paradisfj.info/> Plateforme-Paradis-Fiscaux-et-Judiciaires-
Consortium International des Journalistes d'Investigation : <https://www.icij.org/>

DES LIVRES :

- Alain et Eric Boquet, *Sans domicile fisc*, Le Cherche-Midi, 2016.
- Alain Deneault, *Offshore : paradis fiscaux et souveraineté criminelle*, La Fabrique, 2010.

- Michel et Monique Pinçon-Charlot, *Tentative d'évasion (fiscale)*, La Découverte, 2015.
- Nicholas Shaxson, *Les paradis fiscaux, enquête sur les ravages de la finance néolibérale*, Éditions André Versaille, 2012.
- Alexis Spire, *Résistance à l'impôt, attachement à l'État*, Éditions du Seuil, 2018.
- Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le Triomphe de l'injustice - Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Éditions du Seuil, 2020.
- Gabriel Zucman, *La richesse cachée des nations : enquête sur les paradis fiscaux*, Édition du Seuil, 2013.